

Loi anti-inflation

Vous vous souvenez sans doute d'un certain Chamberlain dont le comportement fut fortement critiqué, mais qui a accordé un sursis alors que les gens se préparaient au grand massacre. Nous aurions très bien pu bénéficier d'un sursis dans cette histoire. Le moment était peut-être mal choisi alors et est-ce peut-être exactement le bon moment maintenant. Les historiens qui en parleront ne seront pas à la Chambre. Nous ne serons plus ici à ce moment-là, mais la population le lira peut-être.

Une voix: Vous le dites avec le sourire.

M. MacFarlane: Je n'avais pas vraiment l'intention d'énoncer des propos à faire sourire. J'ajouterai, en conclusion, que tous les partis ici à la Chambre auraient tort de ne pas reconnaître que les gens de chez nous peuvent réellement être secoués et amenés à travailler ensemble dans des conditions de guerre en temps de paix. Je crois que nous devons accepter et répéter des milliers de fois que cette politique vise réellement à améliorer la situation de ceux qui ne font pas partie des groupes puissants, parce que si nous améliorons le moins de la situation, ils s'en trouveront mieux. Il ne faut pas cesser de le répéter.

Enfin, il faut bien le dire, il s'agit bel et bien d'une guerre à l'avarice. De nombreux économistes bien plus compétents que moi voudraient sans doute mettre tout le blâme tantôt sur les entreprises tantôt sur les salariés, mais je dirais qu'il faut bien se rendre compte qu'il n'est pas aussi facile de faire la part des responsabilités. Je ne m'attends pas à entendre d'ici les prochains mois bien des hourras. Je compte aller rendre visite à tous les centres commerciaux de ma circonscription, à toutes les salles de la Légion, et surtout à toutes les salles syndicales. J'espère aller rendre visite à tous mes mandants, à ceux qui ont des affiliations conservatrices, aux néo-démocrates et à ceux qui penchent vers le Parti du Crédit social. Je vais m'occuper d'eux d'une façon particulière parce qu'ils auront des choses à me dire. Je compte faire cela, mais le faire dans six mois ou un an. Si d'ici trois ans, nous pouvons nous vanter que nous avons gagné 10 p. 100 de la partie, vous me verrez le plus heureux des hommes. Ne l'oubliez pas, l'affaire est très sérieuse.

Je ne pense pas que nous ayons jamais gagné une guerre d'une autre façon. Selon moi, nous ne savions pas exactement ce qui allait se passer exactement à Vimy, à Ypres ou pendant la bataille aérienne de Grande-Bretagne. Lorsque nous avons livré ces combats, nous devions être prêts à accepter les critiques et à prendre les décisions nécessaires. Puisque les députés de l'autre côté veulent parler d'histoire, je leur signale qu'il se peut fort bien que bon nombre de personnes, y compris le ministre des Finances actuel, entreront dans l'histoire à cause de cette supposée guerre contre l'avarice.

● (1550)

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Monsieur l'Orateur, lorsque j'ai entendu dire, il y a une quinzaine de jours, que le député de Rosedale (M. Macdonald), alors ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, allait être notre

[M. MacFarlane.]

nouveau ministre des Finances, la première pensée qui m'est venue à l'esprit, c'est aïe, aïe, aïe! le Canada va se faire assommer. Cela m'est venu à l'esprit parce que depuis sept ans que je suis député, le ministre m'a donné l'impression d'être un peu le «gorille», l'homme à poigne du gouvernement. Il me semble que le premier ministre (M. Trudeau) se sert de lui en cas d'affrontement.

Les faits passés le prouvent bien. En 1969, le Règlement a été modifié lorsque l'actuel ministre des Finances, alors leader de la Chambre, a imposé sa volonté aux Communes. Il nous a ôté tout droit d'examiner les dépenses gouvernementales et a eu recours à la clôture pour museler l'opposition. Puis il a été nommé ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et a agi de la même manière à un moment crucial de l'histoire du pays lorsque la menace d'une pénurie d'énergie se profilait à l'horizon. C'est le même ministre qui est intervenu pour clouer le bec aux provinces au sujet de la constitution puis à l'industrie pétrolière au moment de la crise. Maintenant, en sa qualité de ministre des Finances, il peut avec ce bill clouer le bec à tous ceux auxquels il ne s'est pas encore attaqué. Avec les pouvoirs qu'il demande dans ce bill, il sera certainement en mesure de le faire.

Lorsque son prédécesseur a donné sa démission, on a pensé qu'il l'avait fait parce qu'il voulait instaurer une politique des prix et des revenus, mais ne pouvait le faire faute de gagner le cabinet à cette idée. Maintenant, il est évident que c'était tout le contraire. Il est plus probable que le premier ministre lui a demandé de se retirer parce qu'il lui fallait quelqu'un qui ait de la poigne plutôt qu'un beau parleur car, même avec ses belles paroles, il n'a pas su réaliser un consensus à la suite de ses consultations.

Avant de parler du bill C-73 et de ses principes fondamentaux, permettez-moi de vous rapporter quelques commentaires du premier ministre et de l'ancien ministre des Finances au sujet des moyens de contrôle des prix et des revenus qui ont été proposés depuis un an et demi à deux ans. Je ne voudrais pas donner l'impression, à l'occasion de mes remarques, de servir un succulent plat de coulevres au très honorable premier ministre ou à ceux qui l'entourent, car l'idée de lui servir un tel menu n'est pas de moi—c'est à ses propres conseillers qu'il doit en attribuer le mérite—mais je pense tout de même que d'ici la fin du débat sur ce bill quelqu'un veillera à ce qu'il les avale. Les coulevres, sans doute à cause de leur goût amer, sont un excellent remède aux enflures d'orgueil, et éventuellement au manque d'honnêteté vis-à-vis des Canadiens.

Permettez-moi de commencer par citer ce fragment d'une discussion libre organisée avec le premier ministre à la Lindsay Collegiate and Vocational School de Lindsay, en Ontario, le 23 mai. Dans la salle, une personne inquiète de voir le gouvernement en apparence faire noir quand il disait blanc, demanda fort judicieusement:

M. Trudeau, pourquoi la politique que vous proposez en matière de gel des prix et des salaires ressemble-t-elle à ce point à celle que préconisaient les conservateurs l'an dernier?

L'histoire ne dit pas si le premier ministre répondit blanc en pensant noir ou vice-versa, mais quoiqu'il en soit il répondit en ces termes: